



**INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE EN INFORMATIQUE ET EN AUTOMATIQUE - INRIA**

Établissement Public à caractère Scientifique et Technologique, régi par les articles R. 326-1 à R. 326-18 du code la recherche.

Représenté par son Président Directeur Général, Monsieur Bruno SPORTISSE.

**Adresse du siège :**

Domaine de Voluceau  
Rocquencourt  
B.P. 105  
78 153 LE CHESNAY Cedex

**Adresse du Centre de Recherche concerné par le marché :**

2004, route des Lucioles  
BP 93  
06902 SOPHIA ANTIPOLIS Cedex 09

Représenté par Madame Maureen CLERC, Directrice du Centre Inria d'Université Côte d'Azur

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

**CCAP**

**N° 2025-0559**

**MISE EN CONFORMITÉ DES OBLIGATIONS LÉGALES DE DÉBROUSSAILLEMENT DU  
CENTRE INRIA D'UNIVERSITÉ CÔTE D'AZUR**

**Marché passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert, en application des articles L. & R. 2124-1, L. & R. 2124-2, R. 2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique**

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1<sup>ER</sup> – PARTIES CONTRACTANTES .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 2 – TYPE DE CONTRAT .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 3 – PROCÉDURE DE PASSATION DU MARCHÉ .....</b>	<b>4</b>
ARTICLE 3.1 – PROCÉDURE DE PASSATION DU PRÉSENT MARCHÉ .....	4
ARTICLE 3.2 – POSSIBILITÉ DU RECOURS ULTÉRIEUR À LA PROCÉDURE SANS PUBLICITÉ NI MISE EN CONCURRENCE PRÉALABLES POUR LA RÉALISATION DES PRESTATIONS SIMILAIRES .....	4
<b>ARTICLE 4 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 5 - OBJET DU MARCHÉ .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 6 – LIEU D’EXÉCUTION .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 7 – DÉSIGNATION ET CHANGEMENT DES RESPONSABLES TECHNIQUES .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 8 – DESCRIPTION DU MARCHÉ .....</b>	<b>6</b>
ARTICLE 8.1 – TYPE DE MARCHÉ .....	6
ARTICLE 8.2 – ALLOTISSEMENT .....	6
ARTICLE 8.3 – FORME DE PRIX .....	6
ARTICLE 8.4 – FORME DE MARCHÉ .....	6
ARTICLE 8.5 – DATE DE PRISE D’EFFET, DURÉE DU MARCHÉ ET RECONDUCTION .....	7
<b>LES DÉLAIS DE CHAQUE TRANCHE SONT MENTIONNÉS DANS LE MÉMOIRE TECHNIQUE DU TITULAIRE. DANS LA MESURE OÙ LE CANDIDAT S’ENGAGE SUR DES DÉLAIS D’EXÉCUTION, CEUX-CI DEVIENDRONT CONTRACTUELS ET DEVRONT ÊTRE RESPECTÉS. ....</b>	<b>7</b>
ARTICLE 8.6 – PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ÉVENTUELLES (PSE) .....	7
<b>ARTICLE 9 - MONTANT DU MARCHÉ .....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 10 – ÉTABLISSEMENT DES PRIX .....</b>	<b>8</b>
ARTICLE 10.1 – TRANCHE FERME .....	8
ARTICLE 10.2 – TRANCHES OPTIONNELLES .....	8
ARTICLE 10.3 – TAXES ET RÉGLEMENTATION .....	8
ARTICLE 10.5 – RÉVISION DU PRIX .....	8
ARTICLE 10.6 – ÉMISSION DES BONS DE COMMANDE .....	9
<b>ARTICLE 11 – CLAUSE DE RÉEXAMEN .....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 12 – RÈGLEMENT DES COMPTES .....</b>	<b>10</b>
ARTICLE 12.1 – DÉMATÉRIALISATION ET MODE DE TRANSMISSION DES FACTURES .....	10
ARTICLE 12.2 – MODALITÉS DE PAIEMENT .....	10
ARTICLE 12.3 – INTÉRÊTS MORATOIRES .....	11
<b>ARTICLE 13 - AVANCE .....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 14 – RÉPARATION DES DOMMAGES - ASSURANCES .....</b>	<b>11</b>
ARTICLE 14.1 – RÉPARATION DES DOMMAGES .....	11
ARTICLE 14.2 – ASSURANCES .....	11
<b>ARTICLE 15 - RETARD - MAUVAISE EXÉCUTION .....</b>	<b>12</b>
ARTICLE 15.1 – PÉNALITÉS .....	12
ARTICLE 15.2 – CAS PARTICULIER DES OBLIGATIONS RELATIVES AU CODE DU TRAVAIL .....	13
<b>ARTICLE 16 - NOTIFICATIONS .....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 17 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE TOUS LES 6 MOIS .....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 18 – CONFIDENTIALITÉ – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES .....</b>	<b>14</b>

ARTICLE 18.1 - OBLIGATIONS FIXÉES PAR LES LOIS ET RÈGLEMENTS APPLICABLES EN MATIÈRE DE PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES .....	14
Art. 18.1.1 - Généralités.....	14
Art. 18.1.2 – Durée de conservation des données.....	15
Art. 18.1.3 – Protection des données à caractère personnel .....	15
Art. 18.1.4 – Demande d'accès aux données à caractère personnel .....	15
ARTICLE 18.2 – EXIGENCES DE SÉCURITÉ DES DONNÉES PERSONNELLES .....	16
Art. 18.2.1 – Localisation des données (uniquement si hébergement externe).....	16
Art. 18.2.2 - Réponse à une demande de droit d'accès conformément aux articles 12 et 15 du RGPD (uniquement si hébergement externe) .....	16
Art. 18.2.3 - Notification des violations de données personnelles conformément à l'article 33-2 du RGPD (uniquement si hébergement externe) .....	16
Art. 18.2.4 - Mesures de vérification et audits de conformité conformément à l'article 28-3 h du RGPD (uniquement si hébergement externe) .....	16
ARTICLE 18.3 – SANCTIONS ENCOURUES EN CAS DE NON-RESPECT .....	16
ARTICLE 18.4 – OBLIGATION DE CONFIDENTIALITÉ .....	17
<b>ARTICLE 19 – SOUS-TRAITANCE .....</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE 20 – RÉSILIATION DU MARCHÉ.....</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE 21 – EXÉCUTION DES PRESTATIONS PAR UN TIERS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE DÉFAILLANT .....</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE 22 – LANGUE FRANÇAISE .....</b>	<b>19</b>
<b>ARTICLE 23 – DROIT APPLICABLE – LITIGES .....</b>	<b>19</b>
<b>ARTICLE 24 – DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....</b>	<b>19</b>

## ARTICLE 1<sup>er</sup> – PARTIES CONTRACTANTES

### Contrat conclu entre :

- D'une part, l'acheteur identifié en page de garde du présent document, représenté par son Président Directeur Général, et désigné ci-après sous le terme de « l'Acheteur » ou « Inria » ou « le pouvoir adjudicateur » ;
- D'autre part, l'(les) entreprise(s) attributaire(s) du présent contrat, représentée(s) par la personne qualifiée ayant signé l'Acte d'Engagement, et désignée(s) ci-après sous le terme de « le Titulaire ».

## ARTICLE 2 – TYPE DE CONTRAT

Le présent **contrat de la commande publique** est un « **marché public** » au sens des dispositions de l'article L. 1110-1 du Code de la Commande Publique (**désigné ci-après sous le terme « CCP »**). Plus, précisément, ledit marché public est un « **marché** » au sens de l'article L. 1111-1 du CCP (*il n'est pas un marché de partenariat ni un marché de défense ou de sécurité*).

## ARTICLE 3 – PROCÉDURE DE PASSATION DU MARCHÉ

### Article 3.1 – Procédure de passation du présent marché

Le présent marché est soumis aux dispositions du Code de la commande publique.

Le marché est un accord-cadre à bons de commande passé sur appel d'offre ouvert, en application des articles R. 2161-2 à R. 2161-5 et R. 2162-2 alinéa 2 du Code de la commande publique.

### Article 3.2 – Possibilité du recours ultérieur à la procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation des prestations similaires

L'acheteur se réserve la possibilité de recours ultérieur à la procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires (article R. 2122-7 du CCP).

## ARTICLE 4 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement signé par le Titulaire,
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) dont seul l'exemplaire conservé par l'Administration fait foi,
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) dont seul l'exemplaire conservé par l'administration fait foi,
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes éventuelles, dont seul l'exemplaire conservé par l'administration fait foi,
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de fournitures courantes et services passés au nom de l'État (CCAG/FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et publié au JORF n° 0078 du 1<sup>er</sup> avril 2021,
- L'offre technique du Titulaire.

Cet ordre de priorité vaut en cas de contradiction entre ces différents documents.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés ou remis par le Titulaire et non-expressément visés au présent marché ne pourra s'y appliquer.

L'ordre de priorité des pièces implique qu'en cas d'omission, imprécision ou contradiction, susceptible de donner lieu à interprétation litigieuse, seront prises en considération et seront donc applicables les stipulations correspondantes figurant dans la pièce citée prioritairement à celle en litige. Ces stipulations, sont d'application générale, sauf dans les cas suivants :

- lorsqu'une indication est manifestement erronée, suite par exemple à une erreur de frappe ou d'impression, et aboutirait à une réalisation aberrante ; l'indication qui apparaît comme la plus logique sera alors d'application, même si elle figure dans une pièce de moindre priorité,
- lorsqu'une indication dans la pièce non prioritaire aboutit à une prestation supérieure,
- en cas d'accord intervenu entre le Maître d'Ouvrage et le Titulaire.

## ARTICLE 5 - OBJET DU MARCHÉ

Le marché a pour objet la mise en conformité des obligations légales de débroussaillage du Centre de Recherche d'Inria d'université Côte d'Azur.

Inria d'université Côte d'Azur, créé en 1983 et situé au cœur de la technopole sophropolitaine, compte actuellement plus de 550 personnes, chercheurs, ingénieurs, administratifs, doctorants, collaborateurs extérieurs répartis sur 12 bâtiments (pour une surface totale de 19 000 m<sup>2</sup>, sur 3.5 hectares) et 3.75 hectares de forêt. Inria est un établissement public à caractère scientifique et technologique.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées au Cahier des Clauses Techniques particulières (CCTP).

## ARTICLE 6 – LIEU D'EXÉCUTION

Le présent marché sera exécuté pour le compte du Centre Inria d'Université Côte d'Azur situé :

2004, Route des Lucioles – BP 93  
06902 SOPHIA ANTIPOLIS Cedex

## ARTICLE 7 – DÉSIGNATION ET CHANGEMENT DES RESPONSABLES TECHNIQUES

Le Titulaire désignera obligatoirement un correspondant technique responsable de l'encadrement du personnel chargé des prestations, ainsi que du suivi et de la bonne exécution du présent marché.

Les coordonnées de ce responsable seront fournies à Inria au plus tard lors de la notification du marché.

Ce responsable technique sera l'interlocuteur privilégié du Titulaire auprès du responsable technique d'Inria.

Le responsable technique désigné par Inria pour suivre l'exécution du présent marché est :

Monsieur Vincent GOMIS,  
Tél. : 04 92 38 76 11  
[vincent.gomis@inria.fr](mailto:vincent.gomis@inria.fr)

En son absence, Monsieur Julien CARIGNANO, responsable des Services Techniques Généraux (STG), le remplacera. **Il sera donc en copie des échanges.**

Tél. : 04 92 38 75 93

[julien.carignano@inria.fr](mailto:julien.carignano@inria.fr)

Tout changement de responsable technique d'une des parties sera porté sans délai à la connaissance de l'autre partie.

## ARTICLE 8 – DESCRIPTION DU MARCHÉ

### Article 8.1 – Type de marché

Le présent marché est un marché de :

- ☐ Fournitures
- ☒ Services
- ☐ Travaux

### Article 8.2 – Allotissement

Le marché est divisé en lots :

- ☐ OUI
- ☒ NON

L'unicité technique de la prestation du présent marché rend son allotissement inutile, voire incohérent.

### Article 8.3 – Forme de prix

Les prix des prestations faisant l'objet du marché sont :

- ☐ des prix unitaires
- ☒ des prix forfaitaires
- ☐ des prix unitaires et forfaitaires (prix mixtes)

### Article 8.4 – Forme de marché

#### Art. 8.4.1 – Recours à la technique de l'Accord-cadre ?

Le marché est un :

- ☐ accord-cadre,
- ☒ marché « ordinaire »,

#### Art. 8.4.2 – Décomposition du marché en tranches

Le marché est décomposé en tranches au sens des articles R. 2113-4 à R. 2113-6 du CCP :

- ☒ OUI
- ☐ NON

Le marché comprend une tranche ferme et 6 tranches optionnelles définies comme suit :

Tranche ferme : Zone 1 d'entretien

Tranche optionnelle 1 : Zone 1bis d'entretien

Tranche optionnelle 2 : Zone 2 d'entretien

Tranche optionnelle 3 : Zone 3 d'entretien

Tranche optionnelle 4 : Zone 4 d'entretien

Tranche optionnelle 5 : Zone 5 d'entretien

Tranche optionnelle 6 : Zone 6 d'entretien

L'exécution de chacune des tranches optionnelles est subordonnée à une décision de l'acheteur, notifiée au Titulaire, par ordre de service, par lettre recommandée avec accusé de réception (ou par tout moyen permettant de donner date certaine.)

Cette décision interviendra au plus tard dans un délai de 18 mois calendaires à compter de la date de fin d'exécution de la dernière tranche exécutée.

Le marché ne prévoit pas le versement d'une indemnité d'attente ou de dédit au Titulaire, en cas de retard dans l'affermissement des tranches optionnelles ou de non-affermissement de celles-ci.

#### **Art. 8.4.3 – Décomposition du marché en phases**

Le marché est décomposé en phases :

☐ OUI  
☒ NON

### **Article 8.5 – Date de prise d'effet, durée du marché et reconduction**

#### **Art. 8.5.1 – Date de prise d'effet**

**Le marché commence à produire ses effets juridiques à compter de la date de notification.**

**Il prendra fin :**

☒ **de plein droit 4 ans** après la date de notification  
☒ à l'achèvement des obligations respectives des parties à l'issue de l'exécution de toutes les tranches affermies dans les délais fixés à l'article 8.4.2

#### **Art. 8.5.2 – Délais d'exécution**

Les délais de chaque tranche sont mentionnés dans le mémoire technique du Titulaire. Dans la mesure où le candidat s'engage sur des délais d'exécution, ceux-ci deviendront contractuels et devront être respectés.

### **Article 8.6 – Prestations Supplémentaires Éventuelles (PSE)**

Le marché comporte une ou des PSE :

☐ OUI  
☒ NON

## **ARTICLE 9 - MONTANT DU MARCHÉ**

**Le montant** du marché est égal au montant du forfait de prestations indiqué dans l'offre de Titulaire (la DPGF).

Le taux de TVA n'est mentionné qu'à titre indicatif. En cas de modification de la législation fiscale, il sera fait application de la taxe au taux en vigueur à la date du fait générateur.

## ARTICLE 10 – ÉTABLISSEMENT DES PRIX

### Article 10.1 – Tranche ferme

Concernant la prestation forfaitaire d'entretien (tranche ferme), le marché est traité à prix forfaitaire. Le prix comprend l'ensemble des prestations à effectuer par le Titulaire telles que définies au CCTP.

La décomposition du prix forfaitaire de prestations est indiquée dans l'offre financière du Titulaire, matérialisée par la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

### Article 10.2 – Tranches optionnelles

Concernant les prestations forfaitaires d'entretien (tranches optionnelles), le marché est traité à prix forfaitaire. Le prix comprend l'ensemble des prestations à effectuer par le Titulaire telles que définies au CCTP.

La décomposition du prix forfaitaire des prestations est indiquée dans l'offre financière du Titulaire, matérialisée par la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

### Article 10.3 – Taxes et réglementation

Le prix est réputé comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations.

Au regard de la réglementation générale des prix, les prestations définies dans le présent marché sont des prestations de service.

Il sera fait application du taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur.

### Article 10.5 – Révision du prix

#### Art. 10.5.1 – Mois d'établissement des prix du marché

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres ; ce mois est appelé « mois zéro » (M0).

#### Art. 10.5.2 – Calcul du ou des coefficients de révision

Au moment de l'affermissement d'une ou plusieurs tranches du marché, les prix pourront ajustés, à la demande du Titulaire, par référence à l'indice « Travaux d'entretien d'espaces verts (EV4) », publié sur le site <http://www.lemoniteur.fr> et calculés comme suit :

$$P = P_0 (I / I_0)$$

Dans laquelle :

**P** = le prix révisé

**P<sub>0</sub>** = le prix initial fixé dans la DPGF.

**I<sub>0</sub>** = le dernier indice connu au Mois 0, à la date de remise des offres.



I = la valeur de cet indice, à chaque date anniversaire du marché.

Le coefficient de variation est arrondi au millième supérieur.

**À chaque ajustement, le Titulaire, établira et enverra à Inria la nouvelle décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ajustée, qui se substitueront aux précédents sans qu'il ne soit nécessaire de conclure un avenant.**

## Article 10.6 – Émission des bons de commande

### Art. 10.6.1 – Tranche ferme

Un bon de commande (engagement juridique) sera établi par Inria sur la base du montant indiqué dans l'offre financière du Titulaire.

### Art. 10.6.2 – Tranches optionnelles

Concernant les prestations des tranches optionnelles affermies, Inria établira des bons de commande selon les besoins. Si des tranches sont affermies en même temps, un seul bon de commande groupé sera émis.

Les bons de commande seront établis sur la base des prix mentionnés dans la DPGF du Titulaire, éventuellement révisés.

## ARTICLE 11 – CLAUSE DE RÉEXAMEN

En application des articles L. 2194-1 et R. 2194-1 à R. 2194-20 du code de la commande publique, des prestations pourront être modifiées, supprimées ou ajoutée, en cours d'exécution du marché, d'un commun accord entre les parties.

Les prestations ajoutées ou modifiées feront l'objet d'un devis de la part du Titulaire, validé par un bon de commande d'Inria. Ces modifications pourront être apportées lorsque cela s'avère nécessaire, notamment et de manière non limitative :

- En raison d'une évolution du parc immobilier du centre Inria d'Université Côte d'Azur modifiant l'étendue de la prestation ;
- En raison des évolutions technologiques et normatives susceptibles d'apparaître à tout moment en cours d'exécution du contrat ;
- En raison de l'apparition d'événements extérieurs aux parties ;
- En raison d'une variation de prix ;
- En raison d'un changement de Titulaire rendu nécessaire par une opération cession de fonds de commerce, cession d'activités, fusion-absorption ou mise en location gérance du fonds de commerce ;

Toutefois, les modifications envisagées ne peuvent en aucun cas entraîner une modification substantielle du marché initial.

La modification engendrée par la mise en application des présentes stipulations sera matérialisée par un avenant.

La modification du marché pourra introduire des options ou des tranches qui ne pouvaient pas être prévisibles à la notification du marché.

## ARTICLE 12 – RÈGLEMENT DES COMPTES

### Article 12.1 – Dématérialisation et Mode de transmission des factures

#### Art. 12.1.1 – Dématérialisation des factures

En application de l'article L. 2192-1 du CCP, le titulaire et ses sous-traitants admis au paiement direct transmettent leurs factures sous forme électronique. La dématérialisation des factures est obligatoire.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020, dans le cadre des marchés publics, toutes les entreprises (y compris les microentreprises) doivent transmettre leurs factures par voie dématérialisée

Ces dispositions s'appliquent tant au Titulaire du marché qu'à ses éventuels sous-traitants bénéficiant du paiement direct.

#### Art. 12.1.2 – Mode de transmission des factures

Transmission sous forme dématérialisée par utilisation du portail Chorus Portail pro :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

### Article 12.2 – Modalités de paiement

**Les paiements seront effectués sur service fait (d'une ou plusieurs tranches), selon les règles de la comptabilité publique, sur présentation des factures correspondantes.**

En cas de période incomplète, la facturation sera effectuée, *prorata temporis*, sur la base d'un mois de trente (30) jours.

Les factures devront clairement distinguer les prestations forfaitaires, d'une part et, le cas échéant, les prestations ponctuelles d'autre part.

**Attention : Les factures, comporteront, sous peine de rejet, les mentions légales obligatoires ainsi que les informations suivantes :**

- **Le numéro SIRET 180 089 047 00013 qui identifiera Inria en tant que destinataire de la facture,**
- **Le numéro du marché**
- **Le numéro d'engagement figurant sur le bon de commande Inria.**
- **L'IBAN de l'entreprise**

Le délai de paiement, sous réserve de conformité des factures, est de trente (30) jours à compter de leur date de réception par Inria.

Conformément au décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le non-respect par Inria du délai de paiement indiqué ci-dessus ouvre droit pour le titulaire au paiement d'intérêts moratoires calculés par référence au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principale la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencés à courir, majorés de huit (8) points de pourcentage.

Par ailleurs, le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les paiements seront effectués par virement administratif sur le compte bancaire du titulaire.

L'ordonnateur chargé d'émettre les titres de paiement est :

Monsieur le Président Directeur Général d'Inria.

Le comptable assignataire des versements est :

Madame l'Agent Comptable d'Inria.  
Domaine de Voluceau – Rocquencourt – BP 105  
78153 Le Chesnay Cedex

La personne habilitée à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur le nantissement des marchés est :

Monsieur le Président Directeur Général d'Inria.

### Article 12.3 – Intérêts moratoires

Conformément au décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le non-respect par Inria du délai de paiement indiqué ci-dessus ouvre droit pour le titulaire au paiement d'intérêts moratoires calculés par référence au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principale la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencés à courir, majorés de huit (8) points de pourcentage.

Par ailleurs, le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

## ARTICLE 13 - AVANCE

Sauf renonciation expresse du Titulaire, indiquée à l'Acte d'Engagement, et dans la mesure où la tranche ferme ou une ou plusieurs tranches affermies simultanément atteignent le montant de 50 000,00 €TTC, une avance de **32 % du montant TTC de cette tranche ou ces tranches** du marché sera versée au titulaire dans les conditions de l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

Conformément à l'article R. 2191-8 du Code de la commande publique, le versement de cette avance sera conditionné à la constitution d'une garantie à première demande.

Elle sera payée sans formalité dans le délai d'un (1) mois compté à partir de la date de notification du marché.

Le remboursement de l'avance interviendra comme indiqué aux articles R. 2191-11 et R. 2191-12 du Code de la commande publique.

## ARTICLE 14 – RÉPARATION DES DOMMAGES - ASSURANCES

### Article 14.1 – Réparation des dommages

Les stipulations du CCAG-FCS sont applicables.

### Article 14.2 – Assurances

Conformément aux stipulations de l'article 9.1 du CCAG-FCS, le Titulaire (ou chacun des co-traitants dans le cadre d'un groupement) doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard d'Inria et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le Titulaire a attesté avant notification du présent marché, qu'il a contracté l'ensemble des assurances nécessaires pour couvrir les conséquences pécuniaires des risques et responsabilités au titre de son activité professionnelle.

Conformément aux stipulations de l'article 9.2 du CCAG-FCS, le Titulaire est tenu de transmettre à Inria, dans un délai maximum de **quinze jours** à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution des prestations, la preuve de la souscription à des contrats d'assurances le couvrant au regard des garanties susmentionnées, au moyen d'une attestation d'assurances établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Conformément aux stipulations de l'article 9.2 du CCAG-FCS, à tout moment durant l'exécution du marché, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande d'Inria et dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

Le Titulaire est tenu de se faire justifier par ses sous-traitants éventuels qu'ils ont eux-mêmes souscrit la police d'assurances comportant les mêmes garanties que celles exigées du Titulaire.

## ARTICLE 15 - RETARD - MAUVAISE EXÉCUTION

### Article 15.1 – Pénalités

Il est dérogé à l'article 14.1 du CCAG-FCS par les stipulations suivantes :

#### Art. 15.1.1 – Pénalités de retard

Par dérogation au CCAG-FCS, si le délai d'exécution conforme de la prestation est dépassé, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités.

#### Prestations prévues au forfait

$$P = \frac{V \times R}{100} \quad \text{dans laquelle :}$$

P = montant de la pénalité

V = montant total HT de la facture correspondante

R = nombre de jours où l'inexécution (ou la mauvaise exécution) a été constatée

Les pénalités sont applicables dès le premier euro ; le plafond exonératoire est fixé à 20% de chaque tranche.

Les pénalités sont applicables sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

#### Art. 15.1.1 – Autres pénalités

Cause	Montant des pénalités	Modalités particulières
Défaut d'encadrement	200 € HT par manquement	Après mise en demeure préalable

Attitude ou comportement inconvenant (mauvaise présentation, ébriété, incivilité ou impolitesse vis-à-vis des agents et visiteurs)	200 € HT et remplacement immédiat de l'agent concerné	Après mise en demeure préalable
Non-respect des consignes ou règles de sécurité du site	400 € HT	Après mise en demeure préalable
Personnel mis sur un poste sans formation initiale ou sans badge	200 € HT	Après mise en demeure préalable
Non déclaration de sous-traitance	1000€ HT/constat	Après mise en demeure préalable

Le montant de ces pénalités sera automatiquement déduit par Inria du montant de la facture correspondante.

#### Article 15.2 – Cas particulier des obligations relatives au Code du travail

En outre, en application de l'article L. 8222-6 du Code du travail et de l'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011, une pénalité sera appliquée au Titulaire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail.

En effet, si Inria est informé par un agent de contrôle du non-respect de ses obligations par le Titulaire en termes de lutte contre le travail dissimulé, Inria enjoindra le Titulaire à régulariser la situation dans le délai mentionné dans le courrier de mise à demeure envoyé par Inria par tout support permettant d'attester d'une date certaine.

Le Titulaire devra, alors, dans ce délai, apporter la preuve qu'il a mis fin à la situation litigieuse, par tout support permettant d'attester d'une date certaine. En cas de non régularisation de la situation dans le délai prévu par Inria, le pouvoir adjudicateur appliquera au Titulaire, dans un premier temps, une pénalité de 100 € par jour calendaire de retard (jusqu'à la régularisation de la situation) et ce pendant 21 jours calendaires maximum. Passé ce délai de 21 jours calendaires, Inria pourra résilier, après mise en demeure préalable du Titulaire par lettre recommandée, pour faute du Titulaire, sans indemnités, aux frais et risques du titulaire (conformément à l'article 16 du présent marché).

### ARTICLE 16 - NOTIFICATIONS

Toutes notifications se rapportant au marché seront valablement effectuées par Inria au domicile élu par le Titulaire pour l'exécution du marché tel qu'indiqué dans l'acte d'engagement.

### ARTICLE 17 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE TOUS LES 6 MOIS

Tous les six mois à compter de la date de notification du marché et durant toute la durée d'exécution de celui-ci, le Titulaire est tenu de transmettre les pièces prévues aux articles D. 8222-5 (*pièces fournies par le co-contractant établi en France*) ou D. 8222-7 (*pièces fournies par le co-contractant établi à l'étranger*) ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail (*liste nominative des salariés étrangers employés*) soit, si le Titulaire est établi ou domicilié en France :

- Article D. 8222-5-1 : Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions **datant de moins de six mois** (attestation de vigilance délivrée par l'URSSAF)
- Article D. 8222-5-2 : Extrait du registre pertinent (tel qu'un extrait K ou K bis)

- Article D. 8254-2 : Liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail, liste établie à partir du registre unique du personnel précisant, pour chaque salarié : sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail

## ARTICLE 18 – CONFIDENTIALITÉ – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

De manière générale, chaque partie s'engage à observer la plus grande discrétion quant aux informations appartenant ou relatives à l'autre partie, qu'elle aura pu obtenir à l'occasion du présent marché.

En outre, chacune des parties s'engage à respecter la confidentialité de toutes informations confidentielles, quelle qu'en soit leur nature, qui lui auront été communiquées à l'occasion du présent marché et clairement signalées comme étant confidentielles, et ce tant à l'égard des tiers qu'à l'égard des membres de son personnel non appelé à les utiliser ou à en avoir connaissance.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux informations qu'il est d'usage courant de communiquer à sa clientèle ou à celles qui sont déjà connues du public.

Les stipulations qui suivent auront vocation à s'appliquer dès lors que le Titulaire aura de quelque manière que ce soit, accès à des données à caractère personnel.

### Article 18.1 - Obligations fixées par les lois et règlements applicables en matière de protection des données personnelles

#### Art. 18.1.1 - Généralités

Le Titulaire est informé de ce qu'il doit se conformer aux lois et règlements applicables en matière de protection des données personnelles, notamment au règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 relatif « à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données » (Règlement Général sur la Protection des Données, noté ci-après « RGPD »), lequel est applicable de plein droit depuis le 25 mai 2018 et notamment son article 28.

Constitue une donnée à caractère personnel (article 4.1 du RGPD) « *toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable* (dénommée dans le RGPD « personne concernée ») ; est réputée être une « *personne physique identifiable* » une personne physique qui peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne, ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale ».

Un traitement est, quant à lui, « *toute opération ou tout ensemble d'opérations effectuées ou non à l'aide de procédés automatisés et appliquées à des données ou des ensembles de données à caractère personnel, telles que la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, la diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, la limitation, l'effacement ou la destruction* » (article 4.2 du RGPD).

Le Titulaire est ainsi positionné en tant que « sous-traitant » d'Inria au sens du RGPD. À ce titre, il est donc autorisé à traiter, pour le compte d'Inria (le « responsable du traitement »), des données à caractère personnel nécessaires pour principalement le ou les service(s) suivant(s) :

- l'hébergement de la solution,
- son intégration au sein d'Inria,
- maintenir une assistance,

- faire intervenir un autre sous-traitant pour escalader des anomalies.

Dans ce cadre, le Titulaire devra garantir qu'il remplit les obligations du RGPD et notamment son article 28. Ainsi, il s'engage à :

- traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet de la sous-traitance,
- traiter les données sur instructions d'Inria par demande d'assistance écrite ou par téléphone consignée dans notre outil de gestion ou par une prestation contractualisée,
- informer Inria en cas d'interventions ou escalade d'une de ses demandes pour correction par un autre sous-traitant,
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché en respectent la confidentialité et ont reçu la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel,
- gérer des habilitations personnelles par utilisateur et administrateur,
- journaliser conformément à la réglementation en vigueur,
- mener une politique d'archivage au sein de la solution proposée.
- Le Titulaire est réputé avoir produit dans son offre l'ensemble des mesures prises et planifiées pour la conformité au RGPD notamment sur les aspects ci-dessus.

#### **Art. 18.1.2 – Durée de conservation des données**

Les catégories de données ne sont pas conservées par les services gestionnaires au-delà de la durée de vie du dossier de la personne concernée, sans préjudice de dispositions législatives ou réglementaires propres à certaines catégories de données imposant une durée de conservation particulière ou la suppression de ces données.

La loi dispose que ces données soient « conservées sous une forme permettant l'identification des personnes concernées pendant une durée qui n'excède pas la durée nécessaire aux finalités pour lesquelles elles sont collectées et traitées » (article 6 al.5 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée et article 5.1 e) du RGPD).

Les systèmes doivent donc prévoir la suppression, l'archivage, ou encore l'anonymisation de ces données, lorsque leur durée de conservation est atteinte.

#### **Art. 18.1.3 – Protection des données à caractère personnel**

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par l'acheteur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'une modification du marché par les parties.

#### **Art. 18.1.4 – Demande d'accès aux données à caractère personnel**

D'une manière générale, en conformité aux articles 28 et 29 du RGPD, le Titulaire s'engage à ne traiter les données du responsable de traitement que sur instruction de ce dernier et s'interdit donc toute utilisation de données à caractère personnel sans son consentement préalable.

En cas d'accord de l'acheteur pour un transfert de données à caractère personnel, il sera demandé au Titulaire, après usage des données transférées, de détruire toutes les informations (bases de données, fichiers...) transmises par l'acheteur ainsi que tous les fichiers créés, après validation du service fait.

## Article 18.2 – Exigences de sécurité des données personnelles

### Art. 18.2.1 – Localisation des données (uniquement si hébergement externe)

Les lieux d'hébergement des données doivent satisfaire aux exigences de sécurité d'Inria et aux dispositions du RGPD.

Le Titulaire doit communiquer la liste de tous les lieux de stockage de données (site d'hébergement principal, sites secondaires, sites de réplication, sites de secours...). Il veillera également à ce que la séparation logique des données par rapport à celles d'autres clients soit garantie.

Si la faisabilité technique de cette exigence peut s'avérer délicate dans le cadre d'architectures distribuées, il peut être demandé au prestataire d'être en mesure de localiser, *a posteriori*, et non en permanence, le lieu de stockage des données, en particulier suite à un incident.

Le Titulaire est réputé avoir précisé dans son offre la localisation des données selon la classification suivante : France, pays membre(s) de l'Union Européenne (en précisant le(s)quel(s)) ou Hors Union Européenne (en précisant le(s)quel(s)).

### Art. 18.2.2 - Réponse à une demande de droit d'accès conformément aux articles 12 et 15 du RGPD (uniquement si hébergement externe)

Le Titulaire s'engage à fournir au responsable de traitement, au maximum sous 15 jours calendaires à compter de la réception de sa demande, les données personnelles relatives à une personne concernée ayant présenté une demande de droit d'accès auprès du responsable de traitement.

Le non-respect de ce délai de transmission des données expose le Titulaire à des pénalités dont les modalités sont indiquées dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

### Art. 18.2.3 - Notification des violations de données personnelles conformément à l'article 33-2 du RGPD (uniquement si hébergement externe)

Si le Titulaire considère qu'une instruction émise par Inria constitue une violation du RGPD ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des États-membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement Inria.

Le Titulaire devra notifier Inria toute violation de données dans les plus brefs délais après en avoir pris connaissance, conformément à l'article 33-2 du RGPD. Il devra également lui fournir la planification des mesures techniques correctives de mise en sécurité qui seront mises en œuvre.

Une violation de données est par définition « *toute violation de la sécurité entraînant, de manière accidentelle ou illicite, la destruction, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée de données à caractère personnel transmises, conservées ou traitées d'une autre manière, ou l'accès non autorisé à de telles données* ».

### Art. 18.2.4 - Mesures de vérification et audits de conformité conformément à l'article 28-3 h du RGPD (uniquement si hébergement externe)

Dans ce cadre et conformément à l'article 28-3 h) du RGPD, le Titulaire, le cas échéant le(s) sous-traitant(s), « *met(tent) à disposition toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues à l'article 28* ».

## Article 18.3 – Sanctions encourues en cas de non-respect

Il est aussi rappelé au Titulaire que la violation des dispositions du RGPD l'expose :



- aux sanctions pénales prévues aux articles 226-16 à 226-24 du Code pénal (conformément au chapitre VIII de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée) ;
- aux sanctions prévues à l'article 83 du RGPD (allant jusqu'à 20 millions d'euros d'amende ou jusqu'à 4% du chiffre d'affaire annuel mondial total de l'exercice précédent).

#### Article 18.4 – Obligation de confidentialité

Chacune des parties s'engage à respecter le principe général du secret des affaires et à ne pas divulguer à des tiers (sauf autorisation expresse), à titre onéreux ou gratuit, et sous quelque forme que ce soit, les informations reçues de l'autre partie ou de tiers intervenant (AMO) ou obtenues à l'occasion de l'exécution du présent marché, et qui concerneraient, sans que cette liste soit limitative, ses activités, sa politique, sa stratégie, ses plans de gestion ou d'organisation, ses applications informatiques, sauf autorisation écrite et préalable de l'autre partie désignant le (ou les) bénéficiaire(s) de l'information ainsi que son contenu.

Par ailleurs, chacune des parties s'engage à ne pas divulguer à des tiers non expressément autorisés les concepts, savoir-faire et techniques révélés à l'occasion de l'exécution du marché. Cet engagement ne saurait toutefois empêcher les parties d'utiliser la partie résiduelle de ces concepts, savoir-faire et techniques dans quelque but que ce soit. L'expression « partie résiduelle » désigne les éléments restés présents à l'esprit des personnes ayant eu accès aux concepts, savoir-faire ou techniques.

Pour toute communication d'Informations confidentielles faite par l'une des parties à l'autre :

- lorsqu'elle prendra la forme d'un document écrit, le document devra être revêtu de façon visible d'un avertissement de confidentialité,
- lorsqu'elle sera faite sous forme orale, elle devra être reprise dans un document écrit devant être revêtu de façon visible d'un avertissement de confidentialité dans lequel sera spécifiée la nature des informations annoncées comme confidentielles lors de leur communication.

Toutefois, les programmes, données et fichiers remis par l'acheteur au Titulaire ou générés au cours des traitements exécutés par le Titulaire ainsi que leur mise à jour constitueront des informations confidentielles, qu'ils soient ou non revêtus d'un avertissement de confidentialité. Il en est de même pour les informations visées au premier paragraphe du présent article.

Le Titulaire garantit que l'ensemble des membres de son personnel, ses éventuels fournisseurs et/ou sous-traitants et/ou cotraitants sont soumis à un engagement de confidentialité compatible avec le présent article.

La partie réceptrice ne pourra transmettre les informations confidentielles de l'autre partie qu'aux seuls membres de son personnel ou de ses cotraitants, fournisseurs, sous-traitants qui ont besoin d'en avoir connaissance pour l'exécution de leurs obligations contractuelles.

Chacune des parties, afin de respecter ses engagements vis-à-vis de l'autre partie, s'engage à prendre toutes précautions nécessaires et, si besoin, à faire signer des engagements de confidentialité afin que les membres de son personnel, appelés à avoir connaissance d'Informations confidentielles de l'autre partie ou des autres titulaires échangées conformément aux dispositions des présentes, les garde confidentielles.

Les dispositions visées aux deux paragraphes ci-dessus s'appliquent également aux éventuels fournisseurs, cotraitants et sous-traitants du Titulaire.

En conséquence, les parties s'engagent et se portent fort pour leur personnel, à respecter ces informations confidentielles et à ne pas les révéler ou laisser à disposition de tiers, sans avoir obtenu l'accord préalable et écrit de l'autre partie sauf sur injonction d'un Tribunal ou d'une administration.

Toutefois, chaque partie pourra communiquer, sous la plus stricte confidentialité, le présent marché et les documents y afférents :

- pour le Titulaire : à son courtier d'assurances, à ses commissaires aux comptes, aux organismes fiscaux et sociaux en cas de contrôle et à sa maison mère, ses conseils,
- pour l'acheteur : aux organismes de contrôle concernés, à des experts.

L'obligation de confidentialité ne s'applique pas aux informations connues de la partie réceptrice préalablement à leur communication (à charge pour la partie invoquant cette connaissance préalable d'en apporter la preuve), à celles obtenues de tiers par des moyens légitimes et sans l'obligation de secret, à celles développées indépendamment ou encore à celles rendues publiques par la partie qui les a communiquées.

Les parties s'engagent à respecter les obligations résultant du présent article pendant toute la durée du présent marché ainsi que pendant une durée de cinq ans suivant leur expiration.

Par ailleurs, les parties conviennent que la constatation par l'Acheteur du non-respect par le Titulaire des dispositions du présent article présume la faute de ce dernier et permet à l'acheteur d'avoir la faculté de mettre en œuvre les stipulations du CCAP relatif aux modalités de résiliation du marché.

## **ARTICLE 19 – SOUS-TRAITANCE**

Conformément à l'article L. 2193-3 et aux articles R. 2193-1 à R. 2193-4, le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines prestations objet du marché, à condition d'avoir préalablement obtenu d'Inria l'acceptation expresse de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

La présentation du sous-traitant consiste en l'établissement d'un acte spécial de sous-traitance (DC4). Il est précisé que les contrats de sous-traitance sont soumis aux mêmes conditions d'intervention que le présent marché. En aucun cas, ils ne peuvent être en contradiction ou inférieurs en qualité aux présentes stipulations, le Titulaire restant responsable des interventions de ses sous-traitants.

Tout recours à la sous-traitance non déclarée expose le Titulaire à la résiliation du contrat à ses torts exclusifs.

## **ARTICLE 20 – RÉSILIATION DU MARCHÉ**

De manière générale, et outre le cas prévu à l'article 9 ci-avant, le marché pourra être résilié en cours de période annuelle dans les conditions prévues au chapitre VI du CCAG-FCS.

## **ARTICLE 21 – EXÉCUTION DES PRESTATIONS PAR UN TIERS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE DÉFAILLANT**

En cas d'inexécution par le Titulaire d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, ou en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du Titulaire, Inria peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du Titulaire (le tiers sera payé en lieu et place du Titulaire). En cas d'inexécution par le Titulaire d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, l'exécution aux frais et risque du Titulaire se fera sans mise en demeure préalable ; elle pourra être temporaire.

S'il n'est pas possible à l'acheteur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le Titulaire n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre qui seraient nécessaires à l'exécution des prestations par le tiers désigné par l'acheteur.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire, est à la charge du Titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

## **ARTICLE 22 – LANGUE FRANÇAISE**

Tous documents et correspondances afférents au présent marché seront rédigés en français. Les pièces contractuelles du marché sont rédigées en langue française.

Les correspondances et livrables relatifs au marché, seront impérativement rédigés en langue française. Dans le cas contraire, Inria demande que les documents soient accompagnés d'une traduction en français.

Les réunions et discussions relatives au marché se dérouleront en français.

## **ARTICLE 23 – DROIT APPLICABLE – LITIGES**

Les différends se règlent selon les dispositions de l'article 37 du CCAG-FCS.

En cas de litige résultant de l'application des clauses du marché, la loi française est seule applicable. De même, les tribunaux français sont seuls compétents.

## **ARTICLE 24 – DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX**

En ce qui concerne la hiérarchie des pièces contractuelles du marché, il est dérogé à l'article 4.1 du CCAG-FCS par l'article 4 du présent CCAP.

En ce qui concerne le mode de calcul des pénalités de retard, il est dérogé à l'article 14 du CCAG-FCS par l'article 15 du présent CCAP.